

CONSULTATION - CABINET D'EXPERT COMPTABLE

**Etablissement des comptes combinés annuels
de la SA Coopérative
société de coordination Habitat Réuni,
en tant que société « combinante ».**

Cahier des clauses particulières

Juillet 2025

PREAMBULE

La Société de coordination Habitat Réuni

Groupe indépendant d'organismes indépendants, Habitat Réuni est une société de coordination nationale de forme coopérative qui regroupe 25 entreprises HLM de toutes les familles (Coop, ESH, OPH et SEM), représentant avec leurs filiales 37 organismes de logement social.

Ces entreprises forment un groupe porté par des valeurs fortes qui, dans cet esprit coopératif donne le même pouvoir à chacun des membres, maintient l'agilité de chacun, tout en apportant la force et la solidarité du collectif.

Localement, Habitat Réuni rayonne par ses pôles territoriaux, collectifs de bailleurs membres du Groupe, qui exercent leur activité sur un même territoire, travaillent ensemble, en confiance, tout en conservant leur liberté d'action.

L'action d'Habitat Réuni s'appuie sur un projet d'entreprise mettant en œuvre trois vocations prioritaires : construire et gérer des logements offrant une réelle qualité de vie, connectés et répondant aux enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux, et accompagner les publics logés en s'affirmant comme un véritable agrégateur de services

Chaque axe stratégique est décliné localement grâce à des actions mises en œuvre par les associés, ciblées au regard des besoins des territoires.

Habitat Réuni conduit pour sa part ses propres actions pour faciliter cette mise en œuvre locale et conforter l'efficacité économique des membres.

Ces derniers contribuent librement aux différentes actions déployées par le groupe, et s'y engagent au regard de leur propre stratégie qu'ils définissent et pilotent en totale autonomie.

Pour remplir ses missions d'intérêt général Habitat Réuni s'appuie sur un modèle économique et financier agile et solidaire au profit de ses associés et en faveur des habitants et des territoires. Le groupe assume une vocation d'influenceur et d'interlocuteur identifié des pouvoirs publics en matière de politique de l'Habitat et de cohésion sociale.

Les associés d'Habitat Réuni

Ce sont des organismes Hlm de taille moyenne, indépendants des groupes nationaux existants. Pour ce qui est des sociétés, leur actionnariat de référence est soit issu des territoires (collectivités, associations, entreprises locales.), soit d'organismes publics ou d'intérêt général à vocation nationale (La Poste, RATP ou la Fondation Abbé Pierre).

Présents au sein d'Habitat Réuni depuis plusieurs années pour la majorité d'entre eux, ils ont développé, au fil des chantiers collectifs et des diverses coopérations, de solides relations de confiance qui les ont conduits à poursuivre leur engagement de façon volontaire au sein d'une société de coordination nationale forte. En tant que membres de la société de coordination Habitat Réuni, ces organismes aspirent à conforter leur efficacité au service de leurs concitoyens, et à mieux répondre aux enjeux majeurs de notre société. Notons que plus de la moitié des membres d'Habitat Réuni, non soumis à la loi Elan, ont adhéré à la société de coordination de façon volontaire.

Habitat Réuni en chiffres

Habitat Réuni fédère 25 sociétés implantées sur 10 régions qui gèrent ensemble 177 000 logements fin 2024 grâce à 2 780 collaborateurs. Le groupe se caractérise par une présence plus importante en Ile de France , dans les Hauts de France et en Auvergne-Rhône-Alpes . Les bailleurs membres exercent leur activité sur un même territoire, avec ou sans recouvrement de leur implantation territoriale, et travaillent ensemble, en confiance, en synergie, tout en conservant leur liberté d'action.

Conformément aux clauses types des sociétés de coordination, publiées par décret n°2019-911 du 29 août 2019, les compétences de la société de coordination Habitat Réuni seront les suivantes :

Les compétences obligatoires

- Elaborer le cadre stratégique patrimonial et le cadre stratégique d'utilité sociale commun,
- Définir la politique technique des associés,
- Définir et mettre en œuvre une politique d'achat des biens et services,
- Développer une unité identitaire des associés
- Appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions,
- Organiser la mise à disposition des ressources disponibles par voie, notamment, de prêts et d'avances.
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la soutenabilité financière du groupe ainsi que de chacun des organismes qui le constituent,
- Assurer le contrôle de gestion des associés, établir et publier des comptes combinés.

I – CLAUSES DU MARCHÉ

Article 1^{er} : Caractéristiques principales du marché

1.1 Désignation et adresse de l'organisme qui passe le marché

Le marché est attribué par **Habitat Réuni** Société de Coordination constituée sous forme de Société Anonyme Coopérative à capital variable, dont le siège social est situé à PARIS, 82b rue BLOMET, Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 538 046 947, représentée par Monsieur Julien PAUL, agissant en sa qualité de Directeur Général, aux termes d'une délibération du Conseil d'administration en date du 10 septembre 2020.

1.2 Objet du marché

Le marché a pour objet la sélection d'un expert-comptable chargé de l'établissement des comptes combinés annuels de la société de coordination Habitat Réuni, en tant que société « combinante ».

1.3 Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, les pièces constitutives du marché, par ordre d'importance décroissante, sont les suivantes :

PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) et, le cas échéant, ses annexes :
 - Annexe 1 : La déclaration de sous-traitance
 - Annexe 2 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le cadre de mémoire technique à remplir.

PIECES GENERALES

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS). approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1^{er} avril 2021 ; celui-ci bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

1.4 – Allotissement

La consultation n'est pas allotie et fait l'objet d'un lot unique. En effet, la dévolution en lots séparés rendrait financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 – Clause environnementales

Tous les livrables seront transmis en format dématérialisé (format pdf ou équivalent).

1.6 – Procédure

Conformément aux articles R. 2123-1 à R.2123-5 du Code de la Commande publique, le marché de prestations est passé selon une procédure adaptée et dans les conditions prévues par le présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats et d'organiser, à ce titre, des auditions avec les 3 premiers du classement.

1.7 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 2 : Prix – Paiement

2.1 – Prix

2.1.1 – Forme et contenu des prix

Le présent marché est passé sous la forme d'un prix global et forfaitaire.

Le prix est indiqué à l'acte d'engagement (A.E) et est détaillé sur la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F).

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais de main d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation ;
- Le suivi commercial ;
- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- Les frais afférents à la participation aux réunions de travail ;
- Les frais de déplacement des interventions liées aux prestations sur site ;
- Les frais afférents à l'hébergement, carburant, péage, stationnement ou encore de repas à des interventions liées aux prestations sur site.

Les prix tiennent compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'intervention indiquées au CCP correspondant. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

2.1.2 – Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisibles et actualisables dans les conditions indiquées dans le présent article.

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera alors aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Il est révisable à compter du 1er janvier 2027, en appliquant la formule suivante :

$$P(n)=P(o) \times (0,15 + 0,85 \times \text{SYN}(n) / \text{SYN}(0))$$

avec :

- P(n) : prix révisé, arrondi à l'unité la plus proche
- P(o) : prix initial figurant sur l'acte d'engagement
- SYN(o) : valeur du dernier indice SYNTEC connu à la date d'effet du marché
- SYN(n) : valeur du dernier indice SYNTEC connu à la date de révision du marché

Le prix est payable au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, sur présentation de factures détaillées établies en fonction de l'état d'avancement de la mission. Le délai de paiement est fixé à trente jours à compter de la réception de la facture.

2.1.3 – TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

2.2 – Modalités de règlement

2.2.1 – Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

2.2.2 - Acompte

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre de l'article L2191-4 du Code de la Commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

Les prestations sont payées sur facture émise après prononciation du service fait par le pouvoir adjudicateur.

2.2.3 Présentation des demandes de paiement

Après exécution des prestations, les demandes de paiement sont adressées par email à l'ordre du DAF de la société ou en un exemplaire, à l'adresse suivante :

**HABITAT REUNI
82 bis rue Blomet
75015 PARIS**

Les modalités de présentation de la demande de paiement sont établies selon les conditions prévues aux articles 11.4 du C.C.A.G.- F.C.S.

Celles-ci comprennent obligatoirement :

- 1) le nom et la raison sociale du créancier ;
- 2) la référence du marché ;
- 3) la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- 4) Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- 5) la date ou la période d'exécution des prestations ;
- 6) le décompte des sommes dues :
 - nature des prestations
 - quantité
 - prix de base hors révision et hors taxes.
- 7) l'indication du taux et du montant de la TVA applicable au moment des prestations ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération.
Et le numéro de TVA intracommunautaire le cas échéant
- 8) la désignation de l'entité débitrice ;

Pour toute question d'ordre comptable, le titulaire peut contacter Habitat Réuni.

2.2.4 – Modalités de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de dépassement du délai global de paiement maximum autorisé par les textes en vigueur, le taux des intérêts moratoires qui s'applique est celui fixé au I de l'article 8 du décret n°2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, auquel s'ajoute l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à l'article 9 de ce même décret.

Article 3 : Durée – Délais

3.1 - Durée et modalités de reconduction

Le présent marché est conclu pour une durée ferme d'un (1) an renouvelable deux (2) fois, soit de l'élaboration des comptes combinés de l'année 2025 à potentiellement ceux de l'année 2027.

3.2 - Début d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations court à compter de la notification du marché.

L'exécution des prestations se poursuit jusqu'à l'approbation des comptes de l'exercice N, soit au plus tard le 30 juin N+1.

Article 4 : Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer au titulaire des pénalités dans les conditions ci-dessous dérogeant aux articles 14.1 du C.C.A.G.- F.C.S.

Pénalités pour retard d'exécution :

Si le jour d'exécution n'est pas respecté, sauf cas de force majeure accepté expressément par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard de cent cinquante (150) euros H.T par jour ouvré de retard, constaté à compter de du jour d'exécution demandé.

Pénalités pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Si le titulaire ou ses sous-traitants n'ont pas apporté la preuve, dans le délai indiqué par la mise en demeure, qu'ils ont mis fin à la situation délictuelle, le marché pourra être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 5 : Mission faisant l'objet de la présente consultation : Elaboration des comptes combinés de la SA Coopérative Société de Coordination Habitat Réuni

5.1-1 : Le périmètre

La SA Coopérative Société de Coordination Habitat Réuni est l'entité combinante.

Les sociétés combinées seront les organismes Hlm associés de la société de coordination et leurs éventuelles filiales significatives.

Ils sont au nombre de 39 au moment de la présente consultation, organismes directs ou paliers de sous-consolidation. (cf annexe 1 du présent CCP)

NB : Les comptes consolidés peuvent parfois comprendre des filiales de moindre importance n'étant pas associés et qui sont donc intégrées globalement. Ces filiales n'entrent donc pas dans le calcul de la prestation car elles ne nécessitent pas de retraitement supplémentaire.

Leur nombre est susceptible d'évoluer en fonction de nouvelles adhésions ou d'éventuelles sorties de membres.

Cette mission devra s'exercer dans le cadre du référentiel comptable en cours et des adaptations spécifiques sectorielles et doit être mis à jour au fur et à mesure de leurs évolutions.

Habitat Réuni ne possède pas à ce jour de logiciel comptable (la comptabilité est externalisée) et ne dispose pas de logiciel pour les comptes combinés. Il est demandé aux soumissionnaires de présenter le(s) logiciel(s) sous lesquels la combinaison sera réalisée et restituée.

5.1-2 : Les missions annuelles

- Deux réunions préparatoires avec les CAC (octobre et décembre).
- Reprise des méthodes comptables du Groupe
- Participation aux réunions réunissant les DAF des organismes (réseaux DAF) tant que de besoin dans une visée pédagogique
- Définition du périmètre de combinaison comparatif N-1
- Revue des comptes sociaux de chaque entité
- Elaboration des états préparatoires indispensables à :
 - o certains retraitements (inter compagnies ...)
 - o l'élaboration de l'annexe et du TFT
 - o la ventilation du compte de résultat par activité (SIEG / Hors SIEG ou Accession / Gestion Locative)
- Elaboration de la liasse de combinaison (définition du format des remontées des sociétés combinées) – avec intégration des données par fichier plat ou interface Excel. Les modalités d'intégration des données doivent être précisées
- Intégrations des documents et des balances comptables préalablement retraitées aux normes comptables du groupe par chaque société combinée (les formats de restitution figurent dans l'annexe 1 du présent CCP);
- Exploitation d'un logiciel standard du marché assurant la consolidation des comptes et la restitution des données
- Analyse et retraitement des données,
 - o Variation périmètre,
 - o Retraitements ne pouvant être réalisés qu'au niveau de la société combinante, le cas échéant, sur la base d'états préparatoires transmis par chaque société combinée (inter compagnies, provisions IDR ...)
 - o Fiscalité différée éventuelle
 - o Etablissement tableau de passage du social au combiné
- Elaboration des états financiers
 - o Bilan et compte de résultat combiné sous forme classique
 - o compte de résultat combiné par activité
 - o Tableau variation capitaux propres
 - o Tableau de variation de flux de trésorerie
 - o Accès au logiciel par les équipes centrales en consultation
- Elaboration des états financiers au format HLM
 - o Elaboration d'une restitution cette restitution pouvant être indifféremment effectuée et maintenue sous Excel ou sous un autre outil de restitution exportable sur Excel
 - o Mise à jour annuelle de la restitution format HLM suivant les obligations légales
 - o Bilan et compte de résultat combiné sous format HLM,
- Préparation des tableaux de l'annexe et commentaires
 - o Notes sur l'activité (analyse de performance, comparaison entre organismes, comparaison N / N-1)
- Mise à disposition des documents de travail et de restitution
 - o journaux d'élimination et de retraitement
 - o base de données des balances des organismes intégrés et des contributions aux comptes, sous forme d'une extraction
- Réunion de revue des comptes combinés
- Présentation des comptes combinés en CA, en AG et en réseau DAF

- Retour d'expérience au Réseau DAF et à l'équipe d'Habitat Réuni
- Optionnellement, la possibilité d'éditer des paliers de sous consolidation avec des sociétés du même périmètre devra être présentée et chiffrée.
- Optionnellement la sortie des données sous forme de fichier plat intégrable dans Harmonia devra être présentée et chiffrée

Article 6 : Calendrier et dates de restitution

Les comptes combinés devront être restitués à la SAC pour certification en mai au plus tard, en vue d'un conseil d'administration d'arrêté des comptes en juin.

Le calendrier de la combinaison sera finalisé chaque année dès septembre en concertation avec le réseau des directeurs financiers. Un calendrier type pour la combinaison figure en annexe 2 du présent CCP.

Article 7 : Modalités de coordination

Pour la réalisation de cette mission, le prestataire sera en relation avec les CAC d'Habitat Réuni.

Le prestataire rendra compte au directeur général et au directeur financier de la société de coordination, et sera en relation avec ce dernier, ainsi qu'avec la secrétaire générale et la responsable administrative.

La préparation des comptes combinés s'effectuera en liaison et en concertation avec le réseau des directeurs financiers d'Habitat Réuni, animé par le directeur général ou le directeur financier.

L'attention du prestataire est attirée sur la volonté d'Habitat Réuni de privilégier une démarche de co-construction du cadre de la combinaison des comptes avec les directeurs financiers des associés.

Article 8 : Obligations administratives du titulaire

8.1 – Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Une attestation de son assureur datant de moins de six (6) mois devra être adressée au pouvoir adjudicateur. La garantie devra être suffisante. Il est spécifié que la prise d'effet du contrat est subordonnée à la remise par le titulaire d'un exemplaire de sa police d'assurance qui sera soumise au pouvoir adjudicateur.

Toutes les attestations d'assurance attendues des titulaires et de leurs sous-traitants sont à transmettre à Habitat Réuni par mail à francois.pere@habitat-reuni.fr

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En outre, le titulaire du marché sera tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les jours qui suivent sa décision.

8.2 – Remise de documents attestant de l'absence d'emploi dissimulé.

Le titulaire produit tous les six mois, à compter de la notification du marché, jusqu'à son expiration, une déclaration sujette au respect des dispositions légales relative à la lutte contre le travail dissimulé. Si le candidat retenu est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par chacun des membres du groupement.

Tous les documents administratifs listés au présent article sont à transmettre obligatoirement par mail à francois.pere@habitat-reuni.fr pour le(s) titulaire(s) et chacun des sous-traitants agréés. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, devront être produits, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci**, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois,
- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription),
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non-production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution du marché

Tous les ans, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1
- Les attestations d'assurances mentionnées à l'article 8.1 du présent CCAP

En cas d'inexactitude ou de non-production de cette liste, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

8.3 – Obligations de confidentialité

Les Prestataires sont soumis au secret professionnel conformément aux dispositions de l'article 21 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, de même qu'à une obligation de confidentialité et à un devoir de discrétion. Ils ne peuvent être relevés de ce secret professionnel que dans les conditions strictement précisées par la loi.

8.4 – Obligation du titulaire d'informer le pouvoir adjudicateur de tout changement de situation.

Le titulaire, y compris s'il est étranger, informe le pouvoir adjudicateur dès qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre.

Le titulaire informe, dans les meilleurs délais, le pouvoir adjudicateur de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale, etc.) afin que le pouvoir adjudicateur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

8.5 – Cession du contrat

Les droits et obligations découlant du présent marché sont incessibles et intransmissibles, sauf accord mutuel, exprès, écrit et préalable entre les parties.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire d'un titulaire, le pouvoir adjudicateur fera application de la loi n°85.98 du 25 janvier 1985 modifiée, relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises et à ses textes d'application.

8.6 – Sous – traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat à condition d'avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) une Déclaration de sous-traitance (imprimé DC 4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

Une copie des documents devra être communiquée par le titulaire au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire du contrat demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du contrat tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du contrat sans indemnités.

Le titulaire s'assure également que le sous-traitant respecte les conditions de confidentialité des données en lien avec les obligations de la CNIL. Le prestataire pourra être tenu responsable en cas de manquement de la part de son sous-traitant.

Article 9 : Litiges – Résiliation

9.1 – Résiliation

Les dispositions des articles 38 à 45 du C.C.A.G.-F.C.S relatives à la résiliation du contrat sont applicables.

La résiliation du présent contrat pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée sans effet pour tout cas de résiliation pour faute. En cas de résiliation aux frais et risques, les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du contrat de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau contrat et le montant des prestations restant à réaliser tel qu'arrêté dans le décompte de résiliation, ainsi que des frais administratifs divers.

Les surcoûts sont prélevés sur les sommes restant à régler, ou à défaut font l'objet d'un titre de recette, sans préjudices des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

9.2 – Redressement judiciaire – Liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

Il sera fait application des dispositions du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 10 : Dérogation(s) au C.C.A.G-F.C.S

L'article 1.3 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS

L'article 4 déroge aux articles 14.1 du CCAG FCS

Annexe 1 : Périmètre de combinaison 2024

Groupe	Nom de la société	Forme Juridique	Format des comptes à intégrer
Groupe IRP	IRP	SA d'HLM	Balance Conso IRP
Groupe IRP	Solidarité Logement	SA d'HLM	Balance Conso IRP
Habitat des Haut de France	Habitat Hauts de France	SA d'HLM	Balance Conso HHDF
Habitat des Haut de France	Copronord Habitat	COOP	Balance Conso HHDF
Habitat des Haut de France	LE COTTAGE SOCIAL DES FLANDRES	SA d'HLM	Balance Conso HHDF
Polygone	Polygone MC	COOP	Balance Conso Polygone
Polygone	Polygone SA	SA d'HLM	Balance Conso Polygone
Pierre et lumière	PIERRE AVENIR CONSTRUCTION	COOP	Berger-Levrault
Pierre et lumière	PIERRES ET LUMIERES	SA d'HLM	Berger-Levrault
Fourmies Habitat	Fourmies Habitat	OPH	Berger-Levrault
Habitat du Nord Coop	Habitat du Nord Coop SCIC HLM	SCIC	Berger-Levrault
Habitat du Nord	Habitat Du Nord	SCIC	Berger-Levrault
Habitat Réuni	Habitat Réuni	SAC	Berger-Levrault
Logis Métropole	Logis Métropole	SA d'HLM	Berger-Levrault
RATP	RATP	SA d'HLM	Berger-Levrault
Groupe Poste Habitat	Toit et Joie	SA d'HLM	Berger-Levrault
Groupe Poste Habitat	Poste habitat Provence	COOP	Berger-Levrault
Groupe Poste Habitat	Poste Habitat Rhône Alpes	COOP	Berger-Levrault
Groupe Poste Habitat	Poste habitat Normandie	SA d'HLM	Berger-Levrault
Le col	Le COL	SCIC	Berger-Levrault
Le col	SCCV Andromede	SCCV	Balance
Le col	OFS Aquitaine	SCIC	Berger-Levrault
SOMCO	SOMCO	SA d'HLM	Berger-Levrault
Le Toit Forézien	Le Toit Forézien	SCIC	Berger-Levrault
Habitat de l'III	Habitat de l'III	COOP	Berger-Levrault
Habitat Drouais	Habitat Drouais	OPH	Berger-Levrault
Léman Habitat	Léman Habitat	OPH	Berger-Levrault
DOMNIS	DOMNIS	SA d'HLM	Berger-Levrault
Notre cottage	Notre cottage	SA d'HLM	Berger-Levrault
SAUMUR Habitat	SAUMUR Habitat	OPH	Berger-Levrault
SEVRE LOIRE HABITAT	Sevre Loire Habitat	OPH	Berger-Levrault
Emmaus Habitat	Emmaus Habitat	SA d'HLM	Berger-Levrault
La Roseraie	La Roseraie	SA d'HLM	Berger-Levrault
Mont Blanc	Mont Blanc	SA d'HLM	Berger-Levrault
Mont Blanc	SCCV L'AQUABEL	SCCV	Balance
SACOVIV	SACOVIV	SEM	Berger-Levrault
Marcou	Marcou	COOP	Berger-Levrault
CIF	CIF Coopérative	SCIC	Berger-Levrault
CIF	SCCV NOUVELLE VAGUE	SCCV	Balance

Annexe 2 : Calendrier de combinaison type Clôture au 31/12/N

Quand ?	Quoi ?	Qui ?
12/10/N	Retour des associés sur leur capacité à assurer les délais	DAF associés
15/11/N	Réseau DAF avec conso filiales et participations	DAF HR
22/11/N	Vérification de l'obligation de produire des comptes consolidés	CAC associés
01/12/N	Si conso, communication à quel format ?	DAF associés
01/12/N	Communication des filiales par les associés ne consolidant pas	DAF associés
06/12/N	Définition du périmètre, des options et des instructions CAC exercice N	EC HR/CAC HR/HR
13/12/N	Réseau DAF avec présentation des états	DAF HR EC HR
15/12/N	Validation du périmètre et communication aux CAC HR	EC HR /CAC HR
22/12/N	Envoi instructions audit CAC HR à vos CAC	CAC HR
12/01/N+1	Communication des taux Ibox et des fichiers pour la provision IDR	EC HR
12/01/N+1	Contrôle de cohérence calendrier des instances associés	HR
31/01/N+1	Réseau DAF avec formation IDR et présentation retraitement	DAF HR
23/02/N+1	Remontée des retraitements pour harmonisation	DAF associés
29/02/N+1	Réseau DAF avec rappel sur les inter-membres	DAF HR
29/02/N+1	Transmission interco avec Habitat Réuni	DAF HR
22/03/N+1	Remontée des comptes et annexes HR	DAF HR
22/03/N+1	Remontée des inter-compagnies pour les éliminations	DAF associés
29/03/N+1	Réseau DAF	DAF HR
29/03/N+1	Remontée des données pour rapport de gestion hors données comptables	DAF HR
05/04/N+1	Remontée des bilans, compte résultat et balance	DAF associés
19/04/N+1	Remontée des annexes	DAF associés
26/04/N+1	Réseau DAF	DAF HR
03/05/N+1	Finalisation audit de vos comptes par vos CAC	CAC associés
03/05/N+1	Transmission informations rapport de gestion HR	DAF HR
07/05/N+1	Remontée des instructions d'audit auprès des CAC HR	CAC associés
07/05/N+1	Finalisation de la combinaison des comptes, annexes et rapport de gestion HR	EC HR
15/05/N+1	Arrêté des comptes des associés lors du CA associés	CA associés
24/05/N+1	Finalisation audit des comptes combinés	CAC HR
31/05/N+1	Envoi des documents définitifs soumis au bureau Habitat Réuni	DAF HR
31/05/N+1	Réseau DAF	DAF HR
07/06/N+1	Présentation projet de comptes combinés lors du bureau Habitat Réuni	CA HR
07/06/N+1	Envoi des documents définitifs soumis au CA Habitat Réuni	DAF HR
14/06/N+1	Arrêté des comptes combinés lors du CA Habitat Réuni	CA HR
14/06/N+1	Approbation des comptes des associés lors de l'AG associés	AG associés
14/06/N+1	Envoi des documents définitifs soumis à l'AG Habitat Réuni	DAF HR
28/06/N+1	Approbation des comptes combinés lors de l'AG Habitat Réuni	AG HR
05/07/N+1	Réseau DAF retour sur les comptes N	DAF HR